



HAL
open science

” Vingt ans après : Soudan, le choc en retour de la crise du Darfour ?

Marc Lavergne

► To cite this version:

Marc Lavergne. ” Vingt ans après : Soudan, le choc en retour de la crise du Darfour ?. L’Ouest Saharien, A paraître. <halshs-04383711>

HAL Id: halshs-04383711

<https://shs.hal.science/halshs-04383711v1>

Submitted on 9 Jan 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization

Revue "l'Ouest saharien"

Vingt ans après : Soudan, le choc en retour de la crise du Darfour ?

Marc Lavergne

Plan

I - Le Darfour au XXème siècle : la marginalisation d'une périphérie du système colonial

II – Le Darfour, la promotion d'une marge comme enjeu de rivalités du local au global

III- Une demande frustrée d'intégration dans un cadre national

["Ce qui se passe au Soudan frôle le mal absolu", alerte l'ONU \(msn.com\)](#)

Introduction

Ce qui se joue au Darfour, en passe de tomber aux mains des Forces de Soutien Rapide (FSR) de Mohamed Hamdan Dagalo, n'est plus simplement le sort de cette région déjà plusieurs fois martyre, mais l'avenir de tout le Soudan en tant qu'État. Une désagrégation qui résonne avec les évolutions en cours dans d'autres États sahéliens, où la notion même d'État est mise en cause par des groupes issus des régions marginalisées, et qui sont dépourvus des compétences et de la vision nécessaires à l'établissement d'un État sur le modèle classique (Casciarri, 2020) .

Ce qui trouve là son aboutissement, c'est la mauvaise administration d'une région pourtant héritière d'un modèle séculaire de stabilité et d'adaptabilité. Et la question qui se pose là comme ailleurs est la quête d'un retour à une stabilité politique, sécuritaire et sociale, entre les groupes humains qui l'occupent, et dans le cadre d'une relation apaisée avec ses voisins (Deshayes, 2020). Un avenir sans modèle aucun, pour un champ de ruines et de massacres, qui ne préoccupe pas outre mesure la "communauté internationale", sinon pour la dimension - mineure - qu'elle peut revêtir dans les compétitions croissantes à l'échelle planétaire (Lavergne, 2009 ; Tubiana J., 2009).

Le Darfour est en effet passé en un siècle du statut d'un Etat pré-colonial, fondé sur les échanges commerciaux entre l'Afrique subsaharienne et le bassin méditerranéen, comme ses homologues en différents points de la bordure sahélienne, à celui d'une périphérie marginalisée au sein de l'État soudanais. Celui-ci ayant failli dans l'édification d'une nation légitimée au yeux de ses citoyens, instituant comme principe

sommital, le jebel Marra, culmine à plus de 3000 m d'altitude. Les pentes en étaient aménagées en terrasses irriguées par des canalisations en bambou recueillant la mousson estivale du golfe de Guinée : un terroir fertile et bien arrosé, gage de la stabilité de son peuplement et de sa construction étatique.

L'origine avérée du sultanat ne remonte qu'au milieu du XVII^{ème} siècle, et l'instabilité prégnante n'a pas permis jusqu'à ce jour de remonter plus loin ni plus en détail dans son histoire¹. Mais la lignée des sultans depuis cette époque permet de retracer une histoire dynastique faite d'alliances, de ruptures et de transitions entre les groupes sédentaires occupant les flancs du massif : Keira, Tounjour et Four ont été les promoteurs d'une ethnogenèse apparemment fluide, se succédant à la tête du sultanat. Les peuples nomades ou semi-nomades des marges désertiques ou semi-désertiques occupaient une position de vassalité plus ou moins accentuée, disposant eux-mêmes de chefs gérant les migrations méridiennes saisonnières. Le sultan et sa Cour étaient itinérants, ce qui permettait à tous les éléments de la population d'être et de se sentir intégrés dans le système (Al-Tounsi, 1845 ; Browne, 1798, éd. 2002).

A l'heure où le Darfour est en proie à une dévastation sans précédent de ses infrastructures et de sa population, notre propos est de tenter d'éclairer le jeu des acteurs ayant abouti à ce drame, dans le cadre de l'effondrement de l'Etat soudanais dans son ensemble.

1.1 Le Darfour, une région privilégiée de la zone sahélienne

Ce cadre favorable à l'implantation humaine a permis la construction précoce de formations politiques, reposant au centre sur une agriculture pluviale et irriguée prospère, et en périphérie sur un élevage nomade de chameaux au nord, et transhumant de bovins au sud, entre steppe et savane.

L'intégration à l'Etat se déclinait en cercles concentriques depuis la zone centrale, la mieux arrosée, vouée aux cultures pérennes, jusqu'aux marges désertiques du Sahara, domaine des grands nomades chameliers (*'abbala*) au nord, et aux transhumants éleveurs de bovins (*baggara*) au sud, avec les échelons intermédiaires des semi-nomades. Le siège du sultanat était mobile, se déplaçant au gré des saisons et des impératifs politiques ; l'administration était assurée par une cour de fonctionnaires et par la garde du sultan.

Mais les ressources de l'Etat provenaient surtout du commerce transsaharien, par la « piste des Quarante » (*darb el-arbain*) en direction de l'Egypte² : caravanes de

1 Faute de recueil de la mémoire collective, de traces écrites, et de fouilles archéologiques, l'histoire de la région est mal connue avant la conversion à l'islam du sultan Suleiman Solong (l'Arabe), datée du milieu du XVII^{ème} siècle. Quant aux recherches des anthropologues et des linguistes, elles sont d'autant plus limitées que la région est restée longtemps difficile d'accès. Après les enquêtes fondatrices menées par l'ethnologue norvégien Fredrick Barth, les travaux menés par les époux Tubiana durant les années 60 ont permis de saisir la richesse et la complexité des interactions entre les groupes qui habitent ou pratiquent ce territoire, à une époque où y régnait encore une relative stabilité (Tubiana M-J, 2006).

2 Sur l'histoire du sultanat du Darfour, voir les récits des voyageurs Al Tounsi (1845), Browne (1798) en bibliographie.

chameaux de boucherie en direction de l'Égypte et surtout un courant d'échanges entre produits de l'Afrique forestière et la Méditerranée : esclaves capturés dans les régions aujourd'hui souvent encore dépeuplées du Dar Fertit, entre Soudan du Sud et Centrafrique, complété avec les produits tels que l'ivoire, la cire, les plumes d'autruche... une activité de saison sèche qui était la source réelle de la prospérité du sultanat : des postes douaniers, comme la cité perdue de Kobbé étaient établis à l'orée de la piste des Quarante (*darb al Arbain*) à la lisière du désert ; ils contrôlaient également un commerce qui pouvait se détourner du Ouaddai ou de la vallée du Nil, en fonction des conditions de sécurité sur ces voies alternatives.

Cet axe croise la voie du Sahel qui relie l'Atlantique à la mer Rouge et au massif éthiopien : une voie qui fut celle des pèlerins, après l'avènement de l'islam, et qui apporta la religion musulmane, et avec elle l'écriture, facteur d'unification culturelle et politique, et de nouvelles règles de comportement individuel et collectif qui s'imposèrent souvent aux traditions ancestrales (Doornbos, 1988 ; Harir, 1994).

1.2 Une hiérarchisation socio-ethnique centre-périphérie

La hiérarchisation de la société du Darfour était fondée sur un gradient centre-périphérie, qui ne répondait pas exclusivement à des clivages ethno-linguistiques.

Au centre se trouvaient des peuples sédentaires pratiquant des langues africaines ; les Four, qui ont donné leur nom au sultanat, et leurs cousins Tounjour et Keira : des groupes d'agriculteurs sédentaires, prolifiques et solidement enracinés sur les flancs du massif central et le long des cours d'eau du piémont. Mais d'autres groupes sédentaires, pratiquant des langues vernaculaires, comme les Berti et les Meidob au N-E, les Birgid au S-E, les Massalit au S-O, etc. composaient une mosaïque intégrée au sultanat.

A la périphérie du massif montagneux se trouvait le domaine des éleveurs *abbala* au nord, se réclamant d'une origine arabe, jouxtant le domaine des *baggara* au sud, « arabisés » d'origine africaine³. Les *'abbala* se répartissent en de nombreux groupes, de taille relativement modeste, parmi lesquels se recrutent la plupart des membres des *janjawid-s* au début des années 2000, et aujourd'hui les Forces de Soutien Rapide⁴.

Mais certains groupes africains sont également des éleveurs nomades ou transhumants⁵, et certains groupes "arabes" sont sédentaires⁶. A chaque groupe était

3 Ces distinctions à dimension symbolique faisant abstraction de métissages immémoriaux.

4 Les *janjawids* étaient dirigés par Moussa Hilal, de la section Oum Jalloul des Arabes Mahamid, tandis que les RSF sont recrutés initialement dans la tribu des Mahariya, un sous-groupe des Rizeigat de l'ouest, comme leur chef Mohamed Hamdan Dagalo, dit Hemedti. Mais leur recrutement s'est élargi par l'appel à des recrues de l'ensemble du Sahel, et même des jeunes Darfouriens issus des camps de déplacés où leurs parents se réfugièrent après avoir été chassés de leurs foyers.

5 Certains de ces groupes « africains » du Darfour occidental, comme les Gimr ou les Erenga, avaient rejoint les *janjawids*, sans doute par besoin de pâturages ou de droits de passage, qui les entraînaient dans des conflits de survie avec leurs voisins sédentaires ; la fermeture des voies de transhumance par des haies d'épineux était devenue courante pour protéger les cultures de leurs déprédations, et les méthodes traditionnelles de règlement pacifique par compensation des pertes subies étaient devenues inopérantes devant la généralisation des armes à feu automatiques.

6 Ainsi les Zaghawa, groupe "africain" sont originellement des éleveurs nomades. L'interaction fonctionnelle, mais aussi matrimoniale et culturelle entre groupes est intense, avec le rôle central des marchés, urbains et ruraux

attribué, dans des conditions strictement codifiées, un territoire (dar), dont il possédait le droit d'usage exclusif, accompagné de dispositions régulant le passage saisonnier des transhumances.

1.3 Un déséquilibre croissant entre ressources et besoins

Ce système a fonctionné jusqu'à la fin des années 60 (Tubiana M-J, 2006) ; mais une grande partie des frustrations actuelles résulte de ces délimitations de territoire devenues obsolètes devant la croissance démographique⁷, elle-même liée en partie à la *pax britannica* de la première moitié du XXème siècle, suivie d'un cycle de pluies abondantes durant les décennies 50 et 60 (Ibrahim, 1984 ; Lavergne, 2005).

En dépit de l'interruption de la traite des esclaves et de la réduction du commerce caravanier, les conditions de vie s'étaient améliorées : la sécurité avait permis l'extension des cultures dans la plaine et un développement du commerce et de l'exportation du bétail (Grandin, 1982). Une croissance de la population qui imposa une émigration, temporaire d'abord, puis définitive, de nombre de paysans du Darfour vers les grandes fermes d'agriculture mécanisée à l'est du Nil, et les grandes villes du Soudan central (Lavergne, 2007).

Puis des sécheresses prolongées engendrèrent les famines meurtrières des années 73-74, puis 84-85, et un exode de survie vers les grandes villes du Darfour, puis vers la vallée du Nil et le Soudan oriental (Lavergne, 2010).

2. De la famine à l'exode, de l'exode à la rébellion

2.1 Des efforts de développement tardifs et insuffisants

Des efforts de développement symboliques furent enfin entrepris par le gouvernement central qui se préoccupait jusqu'alors peu de cette lointaine province. Le Darfour était, pour les fonctionnaires, une affectation de disgrâce et d'exil, jusqu'à la nomination tardive d'un gouverneur four, donc originaire de la province, Ahmed Diraiqe, en 1981-83⁸. Une première route goudronnée intérieure, reliant Nyala et Zalingei, fut certes ouverte, pour acheminer bétail et récoltes vers Nyala, reliée depuis 1961 par train à la capitale. alors que n'existait encore aucune route asphaltée vers Khartoum, et qu'en saison des pluies, le trajet en train de Khartoum à Nyala pouvait prendre un mois (!).

Le Land de Basse-Saxe en RFA, dont l'épouse du gouverneur était originaire, finança

(Tubiana M-J. 2006).

7 la population étant passée de 300 000 au début du XXème siècle à environ 3 millions en 1960, pour atteindre environ 7 millions vers l'an 2000 (Lavergne, 2007), compte non tenu de l'émigration en direction du Soudan central et oriental.

8 Entretien avec l'auteur, Londres, 1995. Voir " Bakhit, Abdel Hamid, Ibrahim, Fouad et Rheingans, Frauke (1987); *"Small-Scale Industries in Darfur, Sudan"*, publié par le Land de Basse-Saxe, RFA, Hanovre-Khartoum, 121 pp. + annexes

des projets de micro-industries locales⁹. Mais ces efforts tardifs vinrent trop tard, et ne concernaient que les régions les plus prospères; ils ne furent pas relayés par le gouvernement de Khartoum, tandis que le déséquilibre alimentaire de l'ensemble de la province s'aggravait d'année en année (Ibrahim, 1984 ; de Waal, 1985) .

La Communauté Européenne apporta un appui symbolique, avec le Jebel Marra Development Project (JM DP); mais les recommandations des épais volumes d'études produits par les experts en développement ne furent jamais suivis de financements ni d'efforts d'application par les autorités locales (Turkawi, 2019).

La sécheresse des années 1984-1985 entraîna un premier cycle de famine dans toute la bande sahélienne en 1984-1985, et d'un exode massif de survie en direction de la capitale et de l'Est du Soudan. L'incurie du régime provoqua la chute le 6 avril 1985 du général-président Jaafar al-Nimeiry, au pouvoir depuis 1969. Mais le gouvernement civil qui suivit en 1986, dirigé par le Premier ministre Sadiq el Mahdi, empêtré dans les rivalités politiciennes, tomba sous un nouveau coup d'Etat militaire, soutenu par un mouvement islamiste radical, le Front National Islamique de Hassan el Tourabi, le 30 juin 1989.

2.2 Une rébellion dans la foulée de l'accord de paix global au Sud

C'est fin 2002 qu'est fondé le Mouvement de Libération du Darfour (MLD), après que le Sudan People's Liberation Movement (SPLM) et le gouvernement de Khartoum ont signé un accord de cessez-le-feu à Machakos ; celui-ci prélude à un accord de paix global qui suivra en janvier 2005, au Kenya, sous l'égide de l'IGAD et les bons offices de États-Unis. Les initiateurs de ce mouvement ne réclament pas en effet autre chose que ce qu'obtiennent les rebelles du SPLM: ceux-ci ne combattent pas, en effet, pour une séparation du Nord et du Sud, mais officiellement, d'après leur manifeste de mai 1983, pour un Soudan uni sur une base égalitaire et laïque. Ni fédéraliste, ni autonomiste, ni sécessionniste, le Mouvement de Libération du Darfour ne réclame donc qu'une répartition plus équitable des moyens de l'Etat au sein de l'ensemble du Soudan à refonder autour de la laïcité et de la citoyenneté.

Mais la rébellion armée du Darfour, bien que dépourvue de moyens et de soutiens, est considérée par les négociateurs du gouvernement de Khartoum (et de la rébellion du SPLM) comme un élément de perturbation : elle introduit un soupçon de sécessionnisme, qui serait le prélude à une désagrégation de l'ensemble du Soudan. D'autre part, elle va à l'encontre de la lecture du conflit par l'administration de George Bush : celle-ci procède de la lecture du « choc des civilisations » entre monde chrétien et monde musulman, et vise donc à favoriser la sécession du Sud Soudan, vu comme "africain" et chrétien, d'un Nord considéré comme relevant du monde "arabe et musulman". tandis que, paradoxalement, le SPLM, comme son nom l'indique, souhaite la refondation du Soudan sur une base laïque et égalitaire, comme le SLM au Darfour.

9 Magazine Partir : *Soudan au delà du désert, le Darfour*, Pascale Villiers le Moy, n°60, avril 1980.

Comme le rappelait Abd el Wahid Mohamed Nour, leader du SLM : " *Les Sudistes se plaignent d'avoir été négligés par Khartoum, de n'avoir eu ni écoles ni hôpitaux, ni routes ni électricité, et aucun projet de développement; mais ils avaient derrière eux l'Afrique des Grands Lacs, un des joyaux de l'empire britannique, avec ses infrastructures, ses usines, ses universités. Les Sudistes étaient en contact direct avec le monde moderne. Nous, nous avons derrière nous le Tchad, un espace stérile, sous administration militaire française, l'arrière-cour de leur empire d'AOF-AEF.*

Et, puis, le Sud a été ouvert aux missions chrétiennes : ils ont été scolarisés, ont appris l'anglais, ont eu accès aux universités d'Afrique de l'Est, comme Makerere. ils ont appris les métiers modernes, l'engagement politique, ont obtenu des bourses pour partir étudier en Europe ! Au Darfour, nous étions loin de tout ça, nous n'avions que des khalwa : notre première Ecole Normale d'Instituteurs a été ouverte en 1940, près de 20 ans après celle de Rumbek au Sud. Et nous n'avions pas accès à l'université de Khartoum : moi-même, je n'ai pas pu y obtenir mon diplôme de droit...".

Khartoum, hanté par la crainte d'un effet domino obtint le feu vert du gouvernement américain pour une contre-insurrection, à condition qu'elle fût discrète et rapide¹⁰. Mais faute de moyens propres, cette opération est menée par une conjonction de bombardements aériens des villages et des marchés, et de milices tribales recrutées localement (Hari, 2008) et désireuses de s'emparer des terres occupées par les villageois, soutiens supposés des rebelles. Un accord de paix est imposé par la « communauté internationale » à Abuja et au Qatar en mai 2006¹¹. Bilan de cette contre-insurrection, entre 2003 et 2005 : plus de 300 000 victimes, environ 2,5 millions de personnes déplacées, entassées dans les camps édifiés par les agences d'aide internationale¹².

2.3 Hassan el Tourabi et le "laboratoire" soudanais

L'objectif de Hassan el Tourabi, organisateur et père spirituel de la « Révolution de Salut Public » (« Inqaz »), à la suite du coup d'Etat militaire du 30 juin 1989, était « l'islamisation de la modernité » : ni lui ni aucun de ses disciples n'avait de compétence reconnue en matière religieuse, l'islam n'étant pour lui qu'un levier de contrôle de la population, et de mobilisation contre la suprématie occidentale (Tourabi, 1997).

Au niveau du Soudan, il considérait comme obsolète la domination des confréries islamiques, qui dirigeaient le pays depuis l'indépendance et en monopolisaient l'économie. Il avait pris conscience de la fragilité d'un modèle où les *awlad el balad*, les natifs de la vallée du Nil, trustaient tous les postes de responsabilité, au détriment des groupes issus des périphéries. Il notait également que les ressources d'avenir du

10 cf. Cockett, chap. 5 : "Darfur: how the killing was allowed to happen", pp. 168-210

11 <https://www.c-r.org/accord/sudan/darfur-peace-agreement-expectations-unfulfilled>

12 le plus souvent aux abords des grandes villes: cette proximité facilitait l'intervention des agences de secours, mais aussi le contrôle de l'Etat, avec son armée et ses milices. Et elle a permis que les terroirs et les villages d'origine des déplacés soient occupés par leurs bourreaux...

pays ne résideraient bientôt plus dans l'économie agricole qui constituait l'assise des grands propriétaires fonciers liés aux confréries, mais dans des ressources naturelles encore inexploitées des périphéries. Il avait donc procédé au recrutement, dans son Front National Islamique, de jeunes instruits, issus de ces périphéries, diplômés mais frustrés dans leurs ambitions¹³, et entamé une "régionalisation" du pouvoir (Lavergne, 1997).

3. Sur le champ de ruines, un nouveau projet post-moderne

3.1 L'échec du projet "révolutionnaire" et islamiste de Hassan el Tourabi

Le projet "révolutionnaire" de Tourabi, sur la scène internationale comme intérieure fut battu en brèche à partir de 1995, et lui-même progressivement marginalisé au sein du régime dirigé par le général Omer el Béchir. Son projet d'intégration des marges par le biais de l'islam militant est abandonné, et le pouvoir de plus en plus concentré entre les mains d'un groupe restreint qui s'appuie sur les tribus sédentaires de la vallée du Nil : Jaaliyin, Shaiqiya et Danagla principalement. Ce groupe replié sur ses réseaux locaux et tourné vers le monde arabe ignore délibérément les revendications des régions périphériques et marginalisées, dont le Darfour est la principale.

Le régime militaire, affairiste et prédateur, mène une guerre à outrance contre les rebelles du Sud-Soudan et des marges du Nord, des monts Nouba et du Sud Nil Bleu. Le conflit tourne autour de l'accès à des ressources raréfiées par la sécheresse, par la croissance rapide de la population et par l'absence d'investissements de la part de l'Etat. D'anciens litiges, jamais résolus, concernant l'attribution de terroirs et de droits de passage ou d'occupation, forment la base de l'engagement des groupes qui s'estiment lésés historiquement.

Ce déchaînement incontrôlé de violence a créé une situation qui a peu évolué depuis lors : les camps de déplacés sont devenus des agglomérations populeuses, souvent adjacentes aux grandes villes, sans qu'aucun retour ait pu être organisé. De nouveaux occupants se sont installés sur les sites des villages détruits, et leurs victimes ont dû entamer une nouvelle vie, précaire et dépendante, aux marges du monde urbain.

3.2 Une jeunesse "affranchie" en quête d'une vie meilleure

La nouvelle génération des enfants des déplacés n'a connu que la vie des camps, sans aucune perspective d'avenir; une économie de services – et aussi de trafics – s'est développée, autour du commerce transfrontalier avec la Libye et le Tchad, l'émigration vers l'Europe, ou la quête de l'or, qui, partie du Darfour, a gagné l'ensemble du Soudan. Avec l'intervention de milieux d'affaires autochtones, actifs dans le commerce transfrontalier (Chevrillon-Guibert, 2022), comme dans

¹³ On peut également relever, à titre d'exemple, le cas d'Atta el Mannan Bakhit, auteur d'une thèse en français sur les "khalwas" du Darfour, c'est-à-dire les écoles coraniques, qui suppléaient à l'absence d'écoles du gouvernement. L'auteur; longtemps bras droit de Hassan el Tourabi, a été Ministre d'Etat des Affaires Etrangères du régime d'Omer el Béchir, après avoir été Secrétaire-général adjoint de l'OCI pour les affaires humanitaires.

l'exploitation des richesses naturelles de la région (Chevrillon-Guibert, Gagnol et Magrin, 2019), le Darfour n'est plus enclavé: il est re(?)devenu un lieu de croisement de flux d'hommes et de marchandises, selon un axe nord-sud, de la Libye à la RCA, mais aussi est-ouest, entre la capitale et même Port-Soudan sur la mer Rouge, d'une part, le bassin du lac Tchad et la Libye de l'autre (Chevrillon-Guibert, 2016a, 2013).

Quant aux *janjawid-s* d'il y a vingt ans, ils ont cédé la place à une nouvelle génération: les jeunes des groupes d'éleveurs nomades ont également trouvé des débouchés dans l'engagement au sein des supplétifs de l'armée, des réseaux de trafiquants d'hommes ou de marchandises avec les pays voisins; ils surveillent et taxent les orpailleurs des zones aurifères, après avoir été loués comme mercenaires à l'Arabie Saoudite et aux Emirats Arabes Unis.

Les groupes humains du Darfour ont ainsi connu des évolutions divergentes, avec l'apparition de nouvelles opportunités, mais aussi de nouvelles contraintes : péjoration cyclique ou définitive des conditions climatiques, augmentation de la pression démographique, d'un côté, et de l'autre, ils vivent le contrecoup des crises libyennes, la dissémination des armes modernes, l'explosion des trafics transfrontaliers...

Chaque groupe a donc développé des stratégies et des capacités propres pour faire face à ces défis, et bénéficier de ces nouvelles opportunités, sur fond de violence latente, et d'impunité liée à l'absence de l'Etat, (Tubiana, 2003).

3.3 Les Forces de Soutien Rapide à la conquête du Darfour

L'affrontement déclenché à Khartoum le 15 avril 2023 entre l'armée nationale et ses supplétifs, les Forces de Soutien Rapide (FSR), a pour origine le refus de celles-ci d'intégrer l'armée: grâce à leur contrôle du Darfour. elles sont devenues une menace et un objet de convoitise pour les chefs de l'armée: celle-ci a en effet perdu non seulement l'accès aux ressources fournies autrefois par le pétrole du Sud Soudan, mais aussi, avec la "transition démocratique" ouverte en avril 2019, le contrôle de ressources ponctionnées sur le modèle de l'armée égyptienne, au détriment de l'Etat et des civils.

Contrôler le Darfour, c'est contrôler des ressources locales, l'or en particulier, et des routes convoitées, vers la Libye et ses hydrocarbures, comme vers la Centrafrique et ses richesses minières : des ressources faciles à mobiliser, ne nécessitant aucune infrastructure, aucune technologie, aucune compétence particulière, et assurant des bénéfices inégalables. Une région naguère marginalisée, mais désormais stratégique, tant pour la Russie en quête de voies d'accès vers le cœur du continent africain, que pour les Emirats Arabes Unis qui cherchent sur le continent africain un relais de projection post-pétrolière.

Loin des regards, le Darfour est à nouveau le théâtre de violences et de prédatons déchaînées : les FSR, engagées dans un duel mortifère avec l'armée régulière dans la capitale, sont appuyées sur place par des tribus qui saisissent l'occasion de s'emparer de terres convoitées, ciblant certains groupes d'agriculteurs du Darfour occidental, et

plus spécifiquement les Massalit, massacrés sur place ou en tentant de fuir au Tchad voisin¹⁴: l'antique conflit entre sédentaires et nomades, sur fond de péjoration du rapport entre ressources disponibles et croissance de la population, mais sur fond également aussi d'ouverture au monde et d'ambitions nouvelles de la jeunesse, et avec des moyens de destruction et de violence décuplés.

3.4 Des forces rebelles divisées

Le déclenchement de la rébellion, en 2002-2003, avait rapidement débouché sur de multiples scissions: ambitions personnelles, intérêts divergents des groupes ont été habilement utilisés par Khartoum pour affaiblir la rébellion (de Waal, 2005, 2008, 2009 ; Prunier, 2005). Ces scissions ont laissé leur marque et sont encore des clés de compréhension des lignes de fracture actuelles. Une alternance de rapprochements et de scissions, entre groupes rebelles, a marqué la décennie écoulée, ponctuée de rencontres et de déclarations, avant comme après la "transition démocratique" décrétée en avril 2019, après la mise à l'écart du Président-Général Omer el Béchir.

- Le Sudan Liberation Movement (SLM), une émule de la vision unitaire du Sudan Peoples' Liberation Movement (SPLM)

Le déclenchement de la lutte armée contre le pouvoir central, par Abd el Wahid Mohamed Nour, un avocat four, en 2002, s'inscrit dans la lignée du manifeste fondateur du Sudan Peoples' Liberation Movement (SPLM)¹⁵ : le Darfour Liberation Movement initial fut vite rebaptisé en Sudan Liberation Movement pour marquer la dimension nationale de son engagement. Mais ce mouvement s'est vite réduit à sa dimension four, avec quelques recrues repliées sur les flancs inaccessibles de la montagne. Son chef historique Abd el Wahid Mohamed Nour, longtemps réfugié à Paris, est aujourd'hui installé à Juba, se contentant d'exploiter des gisements aurifères qui assurent sa fortune.

- Minni Minawi, le succès d'une ambition individuelle

Les Zaghawa ne sont qu'une minorité au Darfour. Mais leur importance et leur ambition dépasse largement cette donnée démographique, à l'exemple du Tchad, où ce groupe détient le pouvoir. Minni Minawi, un jeune zaghawa de basse extraction - dans une société strictement castée -, avait initialement joué le rôle de n°2 d'Abdel Wahid Mohamed Nour, symbolisant l'ouverture du SLM hors de la communauté four. Il fit sécession, sous l'acronyme SLM-MM (pour Minni Minawi), avant de signer avec le gouvernement l'accord de paix d'Abuja en mai 2006, en échange du titre,

¹⁴ https://www.lemonde.fr/afrique/article/2022/07/12/darfour-al-geneina-une-ville-a-couteaux-tires_6134535_3212.html.

¹⁵ Mouvement de Libération des Peuples du Soudan (MPLS), et non pas "Mouvement populaire de libération du Soudan" et encore moins "du Sud-Soudan".

purement honorifique, de Conseiller du président Omer el Béchir¹⁶. En novembre 2020, il se rallia à la Transition démocratique, lors de la conférence de paix de Juba, à laquelle, à nouveau, Abd el Wahid Mohamed Nour s'opposa. Minni Minawi, en revanche, devint membre du Conseil de Souveraineté du Soudan, et occupe depuis mai 2021, le poste de Gouverneur du Darfour ! Un parcours de "cavalier seul", à vrai dire purement honorifique, mais qui confirme la place des Zaghawa, malgré leur marginalité démographique, au Darfour même et au sein de l'échiquier politique soudanais.

- *Le Mouvement pour la Justice et l'Égalité, instrument d'une ambition zaghawa*

Les Zaghawa du sultanat de Tiné, à la frontière tchadienne, sont en revanche les acteurs d'une véritable entreprise collective¹⁷. Dans les années 80, ces nomades chameliers ont réagi à la dégradation du milieu en se répandant hors de leur domaine ancestral de part et d'autre de la frontière entre Tchad et Soudan.

Reconvertis dans le colportage en milieu rural, leurs pratiques commerciales, leur organisation et leur solidarité leur ont permis d'évincer leurs concurrents, les *jallaba* originaires de la vallée du Nil. Les commerçants zaghawa ont mis à profit leur proximité avec la Libye, pour alimenter par la contrebande les nombreux *souq-s Libya* qui parsèment désormais le Soudan central, jusqu'au grand marché d'Omdourman (Chevrillon-Guibert, 2013 ; 2016). Cette résilience collective en a fait des acteurs majeurs de la scène politique du Darfour, et aujourd'hui de la scène nationale.

En effet, ils ont été séduits par le projet tourabien de promotion des marges. Fondé par le Dr Khalil Ibrahim¹⁸, le Mouvement pour la Justice et l'Égalité qui les représente n'évoque pas la cause du Darfour, mais sa détermination à s'emparer du pouvoir à Khartoum¹⁹. Après le décès de son fondateur en 2006 dans une frappe aérienne, son frère cadet Jibril Ibrahim a pris le relais; et pour prix de sa signature de l'accord de paix de Juba, entre le gouvernement de la "Transition démocratique" en octobre 2020²⁰, il a été nommé ministre des Finances : une reconnaissance du rôle que jouent les hommes d'affaires *zaghawa*, soutiens financiers du mouvement, dans l'économie soudanaise, à partir de leurs réseaux au Soudan, dans les pays voisins, de

16 https://www.lemonde.fr/afrique/article/2006/05/06/un-accord-de-paix-signe-a-l-arrache-pour-le-darfour_768901_3212.html

17 L'absence de recensement fiable, a fortiori mentionnant l'origine ethnique, invite à ne prendre ces estimations que comme des ordres de grandeur.

18 L'exemple d'une frustration de la jeunesse éduquée des marges, son accession au titre de Docteur lui avait été refusée, comme c'est le cas de beaucoup de dirigeants rebelles se prévalant de titres universitaires incomplets (entretien avec l'auteur, Paris, 2005).

19 Une ambition qui se manifesta avec éclat lors de la tentative de s'emparer de la capitale, après un raid surprise de plus de 1000 km à travers le désert par une centaine de véhicules, jusqu'au centre d'Omdourman...Une tentative dont l'échec ne découragea pas les dirigeants du JEM : en 2013, lors d'une mission pour Médecins sans frontières, je rencontrai un soldat isolé au sud des monts Nouba, qui me déclara être du JEM (cf également Tubiana J.), envoyé en reconnaissance en vue d'une nouvelle tentative sur Khartoum.

20 <https://constitutionnet.org/sites/default/files/2021-03/Juba%20Agreement%20for%20Peace%20in%20Sudan%20-%20Official%20ENGLISH.PDF>

la Libye aux Emirats Arabes Unis, et jusqu'en Chine.

Ces mouvements de rébellion, dirigés par des personnages préoccupés avant tout par leur destin personnel, n'ont pas réussi à forger un sentiment de solidarité commun à tous les groupes du Darfour. Ils ont de ce fait laissé libre cours aux milices tribales créées par Khartoum pour éliminer toute velléité de résistance politique ou militaire de la part des tenants d'une identité darfourienne.

3.5 La boîte de Pandore: le recours de Khartoum aux milices tribales, des janjawid-s aux FSR

Les tribus « arabes » chamelières du Darfour-nord ont été l'instrument décisif de la contre-insurrection menée par Khartoum de 2003 à 2005, incendiant, pillant et massacrant les villageois et les contraignant à la fuite vers le refuge précaire des villes, des camps de déplacés au Soudan même, ou de réfugiés au Tchad voisin²¹ : une politique de la terre brûlée, abusivement qualifiée de "génocide", mais qui fit plus de 300 000 victimes et 2,5 millions de déplacés au Darfour même ; le but recherché étant la conquête de terres fertiles et mieux arrosées que leurs parcours, victimes de sécheresses répétées depuis les années 80. Ces mercenaires gérés par le National Intelligence and Security Service (NISS) de Salah Gosh furent régularisés sous l'appellation de "Garde-frontières", puis de Forces de Soutien Rapide (sous-entendu à l'armée) : des supplétifs bon marché et efficaces, sous la houlette d'un nouveau chef, Mohamed Hamdan Dagalo, dit Hemedti, aujourd'hui lancé à la conquête du pouvoir à Khartoum.

- Hemedti, un condottiere de l'ère globale

Mohamed Hamdan Dagolo²² est issu de la tribu « arabe » des Rizeigat du Nord. Il a été choisi par Khartoum pour prendre la relève de Moussa Hilal, patron des *janjawid-s* de naguère, qui était le chef du clan des Oum Jalloul de la tribu des "Arabes" Mahamid, désormais sous mandat d'arrêt du Tribunal pénal international pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité. Le contrôle des frontières confié à Hemedti recouvrait en réalité la protection du chef de l'Etat, le général Omar el Béchir, qui craignait d'être déposé par ses pairs, inquiets de son mandat d'arrêt international du même Tribunal.

Hemedti fut chargé de mettre sur pied cette garde prétorienne, et autorisé à la financer par les ressources locales : taxation des commerçants et des trafiquants de et vers la Libye, ainsi que des migrants en route vers l'Europe, mise à disposition de mercenaires à l'Arabie Saoudite pour sa guerre au Yémen, et au maréchal Haftar, en rébellion contre le gouvernement "légal" de Tripoli en Libye.

21 <https://www.dabangasudan.org/en/all-news/article/public-support-for-the-rsf-from-seven-tribal-leaders-in-south-darfur>

22 <https://www.latribune.fr/opinions/tribunes/conflit-au-soudan-qui-est-hemedti-ce-seigneur-de-guerre-plus-puissant-que-l-etat-959880.html>

Puis la ruée vers l'or dans les sables du jebel Amir, au Darfour Nord, fournit à Hemedti l'occasion de "réguler" cette activité: une "protection" mafieuse, suivie de l'exportation illicite de l'or à Doubaï. Enfin, ces Rapid Support Forces (RSF) fournirent à la milice Wagner la logistique d'un corridor sécurisé de la Libye à la RCA, contournant l'armée française basée au Tchad.

En avril 2019, Hemedti trahit son mentor Omar el Béchir, qu'il était censé protéger, et lui imposa de démissionner, avant de déclencher le massacre du 3 juin 2019, destiné à mettre fin au « Printemps de Khartoum » et à sa « transition démocratique » libertaire et festive. Celle-ci se poursuivit néanmoins, grâce à l'intervention occidentale en sa faveur. Hemedti, devenu n°2 du Conseil de Souveraineté, joua le premier rôle lors des négociations qui aboutirent à l'accord de paix de Juba avec la plupart des mouvements rebelles (IDEA, 2021). Il s'est affirmé depuis lors sur la scène régionale et internationale, de Riyad à Abou Dhabi et de Tel Aviv à Moscou. Ses ambitions, face à l'insistance de l'armée régulière à lui faire intégrer ses RSF dans l'armée, rendaient inévitable l'affrontement actuel.

- La victoire des RSF, un signe des temps à venir ?

Malgré son infériorité initiale en armement lourd, en soutien logistique et la maîtrise des airs par l'armée, Hemedti a désormais l'avantage stratégique : il contrôle l'ensemble d'un Darfour à nouveau dévasté, et même la majorité des quartiers d'une capitale en ruines. Il prétend même désormais incarner les aspirations de la jeunesse et des forces démocratiques, face à une armée crispée sur son contrôle des ressources du Soudan, et taxée de collusion avec un "Etat profond" islamiste. Sans souci des règles d'engagement d'une armée classique, sans égard pour le sort des civils et la préservation des infrastructures, se ravitaillant par le pillage des ressources locales, ils ont renforcé leur emprise sur leur base du Darfour et sont même en passe de s'emparer d'El Facher, la capitale historique de la région.

Ce succès doit beaucoup au soutien reçu de l'extérieur. Après le groupe Wagner, promoteur des intérêts russes sur le continent africain, et fournisseur d'armement payé par l'or extrait localement, les Emirats arabes unis se sont révélés des soutiens décisifs : des relations fondées également sur le trafic d'or en direction de la place de Dubaï, mais aussi sur une prévention partagée à l'égard d'une armée nationale considérée comme "pro-islamiste", dans la ligne du régime d'Omar el Béchir. Les Emirats Arabes Unis utilisent la base aérienne d'Am Djaress, au Tchad, pour leurs livraisons d'armes et de munitions aux FSR, ce qui indique un soutien discret du gouvernement de Ndjamena à ces forces rebelles. Un soutien qui n'est pas isolé, puisque d'une manière plus ou moins affichée, tous les pays voisins du Soudan - à l'exception notable de l'Egypte - soutiennent les FSR dans leur entreprise. Pour l'Ethiopie, la préoccupation étant d'affaiblir l'opposition à son Grand barrage de la Renaissance, pour d'autres, des considérations plus terre à terre de la part de dirigeants sensibles à l'or du Darfour.

- Les Massalit, sacrifiés sur l'autel de l'Etat

Les peuples sédentaires, qui détenaient la légitimité ancestrale et la gestion du territoire et de la société complexe du sultanat du Darfour, sont aujourd'hui la cible d'une armée de soldats de fortune, et de groupes nomades en manque de terres de parcours, et même de sédentarisation. Le cas des Massalit est particulièrement tragique : ce puissant sultanat a été scindé par la frontière entre les domaines français et britannique, le sultan résidant du côté soudanais, à El Geneina, capitale du Darfour occidental. Les paysans massalit y sont depuis longtemps soumis à la pression des groupes paupérisés situés plus au nord, comme les Gimr ou les Erenga. Leurs voisins Rizeigat "arabes", assurés de la bienveillance des FSR²³, sont passés à l'offensive, profitant du retrait de l'armée régulière ; un nettoyage ethnique impitoyable vise les paysans massalit, pillés, massacrés, sans épargner femmes et enfants, pour s'emparer de leurs villages et de leurs terres, poussant les survivants à se réfugier au Tchad voisin. Une entreprise qui répète, vingt ans après, celle des *janjawid-s*, avec l'objectif de redessiner la carte ethnique du Darfour, au profit des groupes nomades paupérisés.

Le chaos soudanais, un attrait renouvelé pour des Sahéliens en déshérence

De nombreux nouveaux venus tentent de prendre leur part dans la reconfiguration ethnique du Darfour. L'attraction du Soudan n'est pas nouvelle : outre les pèlerins venus du Sahel qui y ont fait souche, des groupes entiers se sont établis de longue date sur des terres vacantes : ainsi des Daju, dont les groupes sont échelonnés depuis le Tchad jusqu'au Darfour Sud, et même jusqu'aux monts Nouba.

Les Fellata, un rameau du peuple peuhl qui s'étire tout au long du Sahel, sont eux, originaires de la Nigéria du Nord : une migration organisée au XX^{ème} siècle par les Britanniques, soucieux de mettre en valeur les terres de la Jezira, entre Nil Blanc et Nil Bleu, et qui sont désormais installés, et même parfois majoritaires, dans tout le Soudan central et surtout oriental, sur les rives du Nil Bleu (Balamoan, 1981 ; Miller, 2005). Ces groupes gardent des relations avec leurs terres d'origine, à travers les chefferies ou les confréries religieuses.

Pasteurs, passeurs, orpailleurs, mercenaires...

Mais d'autres sont attirés par les nouveaux maîtres du Darfour soucieux de renverser les anciennes légitimités, et de s'acquérir de nouvelles allégeances. Ainsi de groupes d'éleveurs peuhls venus du Tchad ou du Niger, attirés par l'espoir de pâturages disponibles ou d'entrée dans les nouveaux circuits économiques prédateurs.

Aujourd'hui, l'appel du Darfour retentit aussi sur des individus et non plus seulement

23 Entretien de l'auteur avec le sultan Saad Bahareddin, en son palais désert et contrôlé par la Sécurité soudanaise, à El Geneina, septembre 2004. Voir "Soudan ou Tchad ? Pourquoi un dignitaire du Darfour regrette le passé colonial de sa tribu", BBC NewsAfrique, 6 juin 2022, <https://www.bbc.com/afrique/region-61692892>
<https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/les-enjeux-internationaux/au-darfour-l-enlissement-de-la-transition-soudanaise-menace-la-securite-6177655>

sur des groupes démunis. Le mercenariat, avec sa promesse d'un salaire, de pillage et de butin, attire des jeunes du fond de cette Afrique déstructurée. Nombre des mercenaires de Hemedti viennent du Tchad voisin ou de plus loin encore, tandis qu'au Niger aujourd'hui, les « Soudanais » font leur apparition sur les zones aurifères...La ruée vers l'or a certes pu être un facteur de stabilisation de la société soudanaise (Chevrillon-Guibert, Gagnol et Magrin, 2019) avec sa promesse - si illusoire soit-elle - de gains faciles, mais ne peut faire négliger ses effets délétères sur l'activité productive, voire même sur l'administration: nombre de fonctionnaires, mal et irrégulièrement payés, abandonnent leur poste pour tenter leur chance...De proche en proche, cette fièvre attire des aventuriers venus de tout le Sahel (Chevrillon-Guibert, 2016 b). La structure d'accueil de ces néo-Soudanais est constituée par les groupes "arabes" chameliers et leurs alliés non-Arabes, comme les Tarjem, les Gimr, les Erenga du Darfour occidental, qui pour des raisons d'accès aux *dar-s* convoités, avaient déjà rejoint les rangs des *janjawid-s*: la carte darfourienne des *have* et des *have not* transcende les clivages ethniques ou linguistiques²⁴.

Conclusion : Le Darfour, épice de crises à venir ?

Le Darfour n'est sorti de l'ombre il y a une vingtaine d'années, que pour devenir le théâtre d'un des pires déchaînements de violence à l'égard de sa population, par des groupes issus du même terroir, soutenus par un État criminel. Depuis lors, rien n'a été entrepris pour permettre de guérir les séquelles de ce drame, et empêcher sa répétition. Aujourd'hui, cette violence s'est exportée à l'échelle du Soudan tout entier. La crise actuelle est donc le produit de l'absence de règlement de la précédente; mais le Darfour est aujourd'hui le théâtre de changements inédits par leur nature et leur ampleur : le pouvoir y est passé aux mains de groupes armés, engendrés par l'Etat, mais qui aspirent désormais à s'emparer de ses rouages.

Les grands nomades d'hier se sont mués en guerriers affranchis de toute tutelle, une conversion qui fait suite à la fin du nomadisme et de la transhumance : un autre usage du désert, qui privilégie désormais les trafics illicites et l'exploitation des trésors du sous-sol, tandis que plus au sud, le domaine de la steppe voit le recul, voire l'abandon de l'activité agricole, sous l'effet conjugué de la désertification et de l'insécurité, au profit de l'élevage. L'absence d'un État fournisseur de services et régulateur de conflits entraîne l'apparition de nouveaux acteurs, comme les compagnies de mercenaires opérant à l'échelle du continent, agissant pour le compte d'Etats prédateurs en arrière-plan.

Depuis une vingtaine d'années, de profonds changements accompagnent ces mutations :

- le regroupement forcé de la population dans des camps de déplacés a facilité le contrôle de ces camps par l'Etat et les organisations criminelles qui en émanent, et

²⁴ Nombre de ces groupes "non-Arabes" ont perdu leur langue d'origine, comme les Berti, après une phase intermédiaire de diglossie. Et d'une manière générale, les langues indigènes reculent et nombre d'entre elles sont en voie d'extinction.

engendré un découplage radical avec le mode de vie et la culture ancestraux;
 - l'accès à des horizons et à des services jusqu'alors inaccessibles, mais aussi l'absence de possibilités d'engagement sur place entraîne une forte disponibilité pour l'émigration vers l'eldorado européen ;
 - une sédentarisation des nomades sous forme prédatrice, l'activité guerrière, les trafics transfrontaliers et l'exploitation aurifère prend le pas sur l'élevage nomade ou transhumant ;

Un changement qui alimente des conflits et des déstabilisations en cercles concentriques : la tentative actuelle des FSR de s'emparer de la capitale et de l'Etat en est un aboutissement : la désintégration de ce qui fut le plus vaste pays du continent africain, riche de sa diversité culturelle et humaine, détenteur d'un potentiel de développement dans de multiples champs d'activité, contient la menace d'une déstabilisation non seulement à l'échelle régionale, mais même au-delà.

Bibliographie

Ouvrages :

Al Tounsi (Cheikh Mohamed ibn Omar) : Voyage au Darfour, traduit de l'arabe par le Dr Perron, publié par les soins de M. Jomard, Paris, Benjamin Duprat éd.,1845 ; fac similé BNF <https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k85240m.r=.langfr>

Balamoan, G. Ayoub (1981) : Peoples and Economics in the Sudan 1884-1956-80, Harvard University Center for population Studies, 316 pp + index, appendices et notes ;

Browne, William George (2002): [William George Browne, Nouveau voyage dans la Haute et la Basse Égypte, la Syrie et le Dar-Four, Gollion, Infolio Éditions, coll. Itinera, 2002, 430 p., réédition de la traduction française de Jean Castéra, parue à Paris en 1800](#)

Cockett, Richard (2010) : Sudan. Darfour and the Failure of an African State, Yale University Press, 299 pp. + notes et index ;

Grandin, Nicole (1982): Le Soudan nilotique et l'administration britannique (1898-1956) 340 pp. + Notes et index, Brill, Leyde ;

Hari, Daoud (2008) : Dans l'enfer du Darfour, Flammarion, 295 pp. :

Ibrahim, Fouad (1984) : Ecological Imbalance in the Republic of Sudan – with reference to desertification in Darfur, Bayreuther geowissenschaftliche Arbeiten, Bayreuth, 189 pp+ notes et cartes ;

Lavergne Marc, dir. (1989) : Le Soudan contemporain, Karthala, 438 pp. :

Mamdani, Mahmood (2009): *Saviors and Survivors. Darfur, Politics, and the War on Terror*, Doubleday, 300 pp. + notes, bibl. et index ;

Miller Catherine (dir.) (2005) : *Land, Ethnicity and political Legitimacy in Eastern Sudan*, CEDEJ, 502 pp. + bibl.

Prunier, Gérard (2005): *Darfour, un génocide ambigu*, La Table ronde, 272 pp.

Tourabi Hassan el- (1997) : *Islam, avenir du monde, entretiens avec Alain Chevalerias*, JC Lattès, 309 pp. ;

Tubiana, Marie-José (2006) : *Carnets de route au Dar For (Soudan), 1965-1970* , Sepia, 222 pp. ;

Flint, July and de Waal, Alex (2009) : *Darfur, A new History of a long War*, revised and updated, Zed Books, 276 pp. + chronology and notes

(de) Waal, Alex (2008) : *Darfur : A short history of a long war*, Zed Books, 350 pp.

" " (2005) : *Famine that kills. Darfur, Sudan*, Oxford University Press, revised edition, 244 pp. + réf.

Articles et rapports :

Al-Ali Zaid : *The Juba Agreement for Peace, Summary and Analysis*, IDEA, Stockholm, 44 pp. ; <https://www.idea.int/sites/default/files/publications/the-juba-agreement-for-peace-in-sudan-en.pdf>

Bach, Jean-Nicolas, Raphaëlle Chevrillon-Guibert, et Alice Franck. « Introduction au thème. Soudan, la fin d'une domination autoritaire ? », *Politique africaine*, vol. 158, no. 2, 2020, pp. 5-31.

Casciarri, Barbara, et al. « Ethnicité, religion, nationalisme. Intersections et ambiguïtés dans un Soudan en mouvement », *Cahiers d'études africaines*, vol. 240, no. 4, 2020, pp. 761-778.

Chevrillon-Guibert, Raphaëlle. « Les révoltes soudanaises comme miroir de celles du continent ? Restauration autoritaire et militarisation d'une démocratisation impossible », *Revue internationale et stratégique*, vol. 126, no. 2, 2022, pp. 127-135.

Chevrillon-Guibert, Raphaëlle, Gagnol Laurent et Magrin Géraud. « Les ruées vers l'or au Sahara et au nord du Sahel. Ferment de crise ou stabilisateur ? », *Hérodote*,

vol. 172, no. 1, 2019, pp. 193-215 ;

" " (2016a) : « Les commerçants zaghawa du Darfour (Soudan) : des passeurs de frontières », *Territoire en mouvement*, Revue de géographie et aménagement ;

« « (2016b) : Le Boom de l'or au Soudan. Enjeux et perspectives pour les acteurs nationaux. *International Development Policy | Revue internationale de politique de développement*;

« « (2013) : La guerre au Darfour au prisme des alliances du mouvement islamique : retour sur quelques trajectoires d'hommes d'affaires zaghawa/ *Understanding the War in Darfur: The Role of the Changing Alliances of the Islamic Movement*, *Politique africaine* ;

Denis, Eric (2007): *Inégalités régionales et rébellions au Soudan*, *Outre terre*, 2007/3, n°20, pp. 151-168 ;

Deshayes, Clément : Contester la politique identitaire du régime soudanais : Ambivalence des appartenances collectives au sein des mouvements politiques clandestins, *Cahiers d'Etudes Africaines* 2020/4 (n° 240), pages 943 à 965 ;

Doornbos, Paul (1988) : "On becoming Sudanese", *Sudan, State, Capital and Transformation*, Tony Barnett et Abbas Abdel Karim (eds), Croom Helm, 99-120;

Harir, Sharif (1994), "Arab Belt versus African Belt. Ethno-Political Conflict in Dar Fur and the Regional Cultural Factors" in *Short-Cut to Decay. The Case of Sudan*, S. Harir et T. Tveldt (eds), Uppsala ;

Lavergne Marc : Le réchauffement climatique à l'origine de la guerre du Darfour ? La recherche scientifique menacée par le déni de la complexité, *Revue Tiers-Monde* n°204, octobre-décembre 2010, pages 69-88;

« « : « Darfour : un modèle pour les guerres du XXIe siècle, entre pillards janjawid et flibuste des puissances émergentes de la mondialisation ? Entretien avec Marc Lavergne », *Hérodote*, vol. 134, no. 3, 2009, pp. 15-37.

« « : Les transplantations forcées au Darfour : dernier avatar du peuplement soudanais ou nouveau mode de gestion du territoire ?, *L'information géographique*, vol. 71, mars 2007, pages 47-60 ;

" " : William George Browne, *Nouveau voyage dans la Haute et la Basse*

Égypte, la Syrie et le Dar-Four, Gollion, Infolio Éditions, coll. Itinera, 2002, 430 p., réédition de la traduction française de Jean Castéra, parue à Paris en 1800 : « Notes de lecture », *Autrepart*, vol. 36, no. 4, 2005, pp. 183-191.

« « : Darfour : l'analyse géographique d'une guerre civile en milieu sahélien, *Afrique contemporaine*, n° 214, 2005, 2^e trim., pages 129-163 ; <https://www.cairn.info/revue-afrique-contemporaine-2005-2-page-129.htm>

Tubiana, Jérôme (2021) : *Delays and Dilemmas: New Violence in Darfur and Uncertain Justice Efforts within Sudan's Fragile Transition*, Fact-finding mission report, African Center for Justice and Peace Studies, 84 pp., novembre 2021; <https://www.acjps.org/delays-and-dilemmas-new-violence-in-darfur-and-uncertain-justice-efforts-within-sudans-fragile-transition/>

« « : La transition « démocratique » soudanaise vue de ses périphéries, *Observatoire de l'Afrique de l'est*, note d'analyse n°15, octobre 2019, 27 pp.

« « : Lire entre les lignes d'un conflit : Fractures locales et actions internationales au cœur du Darfour, n°232, 2009/4, pp. 65-85 ;

" " : « Le Darfour, un conflit pour la terre ? », *Politique africaine*, vol. 101, no. 1, 2006, pp. 111-131.

" " : « Le Darfour, un conflit identitaire ? », *Afrique contemporaine*, vol. 214, no. 2, 2005, pp. 165-206.

Turkawi, Abdulgadir (2019) : *Monitoring and Evaluation of Jebel Marra Rural Development Project in Sudan, A case Study* <https://www.perlego.com/publisher/7762/lap-lambert-academic-publishing>.

Yabi, Gilles : « Face à l'instabilité politique en Afrique de l'Ouest, un besoin d'États efficaces et de démocraties substantielles », *Revue internationale et stratégique*, vol. 126, no. 2, 2022, pp. 119-125.